

"La fin de la "guerre des filières": la leçon qu'il faut en tirer" dans Europe (19 novembre 1969)

Légende: Dans son éditorial du 19 novembre 1969, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, espère que la décision de la France d'abandonner sa filière nucléaire à l'uranium naturel favorisera un nouveau départ pour l'Euratom sur la base d'une approche plus communautaire.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 19.11.1969, n° 453. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_fin_de_la_"guerre_des_filieres"_la_lecon_qu_il_faut_en_tirer"_dans_europe_19_novembre_1969-fr-4dd2d82d-a361-4079-8ade-519398baaf95.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

La fin de la "guerre des filières": la leçon qu'il faut en tirer

Nos lecteurs connaissent les décisions prises par le gouvernement français au sujet de l'orientation de sa politique électro-nucléaire (cfr. notamment notre bulletin de lundi dernier). Les éléments essentiels de cette nouvelle orientation sont: (a) la fameuse "filière française" à l'uranium naturel est pratiquement abandonnée; (b) un important programme de construction de centrales nucléaires à l'uranium enrichi (brevet américain) sera réalisé; (c) les efforts de recherche dans le domaine des réacteurs à neutrons rapides seront multipliés.

Il s'agit d'une décision qui tient compte des réalités et qui met le point final à une évolution qui était désormais sans issue, tout au moins du point de vue économique. Cependant, les réactions en France sont diverses et parfois négatives: le Parti communiste parle d'abandon de l'indépendance nationale. Puisque cette décision coïncide avec une restructuration du C.E.A., qui comporte des licenciements importants, les syndicats ont manifesté également leur mécontentement. En outre, le problème de la restructuration de l'industrie nucléaire se pose maintenant avec urgence et sur la base d'éléments nouveaux, dont certains ont été évoqués dans nos bulletins-et sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

Il serait déplacé de vouloir rappeler maintenant que le choix actuel est exactement celui qu'avait préconisé l'Euratom il y a déjà dix ans, et contre lequel la France s'était élevée avec vigueur. Il serait trop facile de juger avec l'expérience d'aujourd'hui ce que l'on devait faire il y a dix ans. Il est toutefois nécessaire de rappeler que la divergence d'appréciation entre l'Euratom et le gouvernement français fut à l'origine de l'hostilité, officiellement déclarée, du gouvernement français à l'égard de l'Euratom et des hommes qui le dirigeaient. Le 3 juillet 1961, le Conseil des Ministres de l'Euratom adoptait à la majorité qualifiée le programme de participation à des réacteurs de puissance (filière à l'uranium enrichi) qui lui était soumis par la Commission de l'Euratom. M. Guillaumat, qui représentait le gouvernement français avait annoncé le vote contraire de la France et avait réclamé en vain l'application du principe de l'unanimité. Le président de la Commission, M. Etienne Hirsch, déclara publiquement que la décision prise devait permettre aux industriels de la Communauté d'acquérir le savoir technologique nécessaire et souligna que le fait que la décision avait été prise à la majorité indiquait que les institutions communautaires fonctionnaient correctement. C'était vrai: mais M. Hirsch avait signé sa condamnation, et quelques mois après, son mandat n'était pas renouvelé: c'était M. Chatenet qui devait le remplacer (pour conduire l'Euratom là où il se trouve maintenant). Ceci, il fallait le rappeler aujourd'hui. M. Hirsch avait raison, en 1961, sur le plan politique, et il dut payer pour cela. Aujourd'hui, la France reconnaît qu'il avait raison également sur le plan technique. Mais encore en 1964, dans son mémorandum sur la politique nucléaire, Paris se plaignait de ce que "le programme commun a, dès 1958, mis l'accent sur les techniques de réacteurs à uranium enrichi" et estimait "logique pour la Communauté de favoriser à moyen terme le développement des filières à uranium naturel". Heureusement l'Euratom n'a pas suivi ces conseils: où en serions-nous actuellement? Malgré tout cela, il y a seulement quelques mois, le Ministre français de la recherche technique (Ministre des PTT dans le gouvernement actuel) qualifiait avec mépris l'Euratom de "fourrier des techniques américaines".

Oublions tout cela, mais essayons de tirer la leçon des événements. Cette leçon est qu'il faut revenir à la coopération communautaire et qu'il faut reconnaître la validité des mécanismes institutionnels de la Communauté, et cesser de les dénigrer.